

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 85 — 1780

3 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal fixant le régime d'indemnisation applicable aux agents définitifs stagiaires et temporaires de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire qui prestent des services en République fédérale d'Allemagne

BAUDOUIIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public notamment l'article 11, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967, par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967 et par la loi du 30 juin 1975;

Vu la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982;

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1978 fixant le statut du personnel de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'avis du Comité de Consultation Syndicale de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mai 1985;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 13 mai 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de garantir d'urgence les intérêts des membres du personnel visés par le présent arrêté et qu'il s'indique dès lors d'invoquer l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

## CHAPITRE I. — Généralités

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux agents définitifs stagiaires et temporaires de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire qui prestent des services en République Fédérale d'Allemagne.

Art. 2. Au sens du présent arrêté on entend par :

1. indemnité journalière : l'indemnité journalière pour résidence en République Fédérale d'Allemagne.
2. enfant à charge : l'enfant pour lequel l'agent perçoit des allocations familiales.
3. mission : tout déplacement imposé à un agent dans l'exercice de ses fonctions.

## CHAPITRE II. — Indemnités pour résidence en République Fédérale d'Allemagne

## Section 1 — Indemnité journalière

Art. 3. Le régime forfaitaire d'indemnisation applicable aux agents de l'Office central visé à l'article 1 comprend une indemnité journalière dont les taux sont fixés au tableau 1 annexé au présent arrêté.

Cette indemnité est allouée aux taux prévus pour les mariés aux agents célibataires, veufs, divorcés ou séparés de corps, pour autant que les intéressés aient charge de famille.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 85 — 1780

3 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de vaste, stagedoende en tijdelijke personeelsleden van de centrale dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap die diensten presteren in de Bondsrepubliek Duitsland

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11 zoals het werd gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 4 van 18 april 1967, bij het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967 en bij de wet van 30 juni 1975;

Gelet op de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, zoals zij werd gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 mei 1985;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 13 mei 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de belangen van de in dit besluit geïndiceerde personeelsleden te waarborgen en dat het derhalve aan te bevelen valt zich op de dringende noodzakelijkheid te beroepen;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

## HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. De bepalingen van onderhavig besluit zijn van toepassing op de vaste, stagedoende en tijdelijke personeelsleden van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap die diensten presteren in de Bondsrepubliek Duitsland.

Art. 2. In dit besluit wordt verstaan onder :

1. dagvergoeding : de dagvergoeding voor verblijf in de Bondsrepubliek Duitsland.
2. kind ten laste : het kind waarvoor het personeelslid kinderbij-slag ontvangt.
3. opdracht : elke verplaatsing opgelegd aan een personeelslid in dienstverband.

## HOOFDSTUK II. — Vergoedingen voor verblijf in de Bondsrepubliek Duitsland

## Afdeling 1 — Dagvergoeding

Art. 3. Het forfaitaire vergoedingsstelsel toepasselijk op de personeelsleden van de Centrale Dienst bedoeld bij artikel 1 omvat een dagvergoeding waarvan de bedragen zijn vastgesteld in tabel 1 van de bijlage bij dit besluit.

Deze vergoeding wordt volgens de voor gehuwden bepaalde bedragen uitgekeerd aan de personeelsleden die ongehuwd, weduwnaar of weduwe, uit de echt of van tafel en bed gescheiden zijn, voor zover de belanghebbenden gezinslast hebben.

Lorsque les deux conjoints peuvent prétendre à l'indemnité journalière en vertu du présent arrêté, l'indemnité au taux fixé pour les mariés est allouée uniquement au conjoint revêtu du grade le plus élevé, l'autre bénéficiant de l'indemnité au taux prévu pour les célibataires. A égalité de grade, l'indemnité au taux fixé pour les mariés est accordée au plus âgé des conjoints.

Lorsqu'un des conjoints bénéficie d'une indemnité de même espèce en vertu d'un régime d'indemnisation autre que celui visé par le présent arrêté, l'indemnité au taux fixé pour les mariés n'est allouée que pour autant que ce conjoint ne puisse prétendre à une telle indemnité en vertu du régime qui lui est applicable.

**Art. 4.** L'indemnité journalière est payable mensuellement et à terme échu.

Elle est proportionnelle à la durée du travail presté (*pro rata temporis*).

Elle est allouée pendant la période pour laquelle le membre du personnel a droit à une rémunération à charge de l'Office central.

**Art. 5.** Les agents mariés dont la famille n'est pas installée auprès des Forces belges en République Fédérale d'Allemagne et les agents célibataires cessent d'avoir droit à l'indemnité pendant la durée des hospitalisations passées en Belgique et pendant la durée des congés pour motif de santé passés en dehors de ces forces.

**Art. 6.** Le droit à l'indemnité journalière est interrompu à l'occasion de missions en dehors du secteur des Forces belges en Allemagne et du territoire belge. Toutefois, l'indemnité est maintenue à concurrence de 60 p.c. de son montant pour les membres du personnel dont la famille est installée en République Fédérale d'Allemagne.

**Art. 7.** Tout agent, qui pour quelle que cause que ce soit, perçoit un traitement inférieur au traitement d'activité, voit son indemnité journalière réduite à due concurrence.

#### Section 2. — Indemnité pour frais de scolarité

**Art. 8.** Sur production des documents justificatifs requis par l'administration, il est alloué à l'agent marié dont la famille est installée en République Fédérale d'Allemagne, une indemnité pour frais de scolarité au bénéfice de l'enfant qui est à sa charge, auquel un enseignement secondaire ou spécial est dispensé et pour lequel il supporte des frais d'internat ou de logement et de nourriture au cas où l'établissement scolaire ne disposerait pas d'un internat accessible.

**Art. 9.** Les agents célibataires, veufs, divorcés ou séparés de corps ayant charge d'enfants, perçoivent l'indemnité pour frais de scolarité sans que la condition d'installation des enfants à charge en République Fédérale d'Allemagne soit remplie.

**Art. 10.** Le montant annuel de l'indemnité pour frais de scolarité est fixé au tableau 2 annexé au présent arrêté.

A dater de l'année scolaire 1985-1986, il appartient au Ministre de la Défense nationale de fixer pour chaque année scolaire, les taux forfaitaires annuels pour frais de scolarité.

**Art. 11.** L'indemnité est payable mensuellement, de septembre à juin, à terme échu.

Le montant mensuel est égal à un dixième du montant annuel.

#### Section 3. — Indemnité de logement

**Art. 12.** Sur production des documents justificatifs requis par l'Administration, une indemnité de logement est attribuée aux agents qui ne peuvent bénéficier d'un logement gratuit mis à leur disposition par l'Office central et qui louent à leur compte un logement situé en République Fédérale d'Allemagne.

**Art. 13.** Les montants mensuels de cette indemnité sont fixés au tableau 3 annexé au présent arrêté.

Elle est proportionnelle à la durée du travail presté (*pro rata temporis*).

Les membres du personnel prenant leur fonction au cours d'un mois ne perçoivent l'indemnité de logement qu'à partir du 1er du mois suivant.

**Art. 14.** L'indemnité de logement est payable mensuellement et à terme échu. Elle ne peut jamais dépasser le montant réel du prix de location (sans frais supplémentaires).

L'indemnité de logement ne peut être attribuée qu'une seule fois, par logement.

Wanneer beide echtgenoten krachtens onderhavig besluit aanspraak kunnen maken op de dagvergoeding wordt de vergoeding vastgesteld voor gehuwden enkel toegekend aan de echtgenoot die de hoogste graad bekleedt. De andere geniet de vergoeding tegen het bedrag vastgesteld voor de ongehuwden. In geval van gelijke graad wordt de vergoeding vastgesteld voor de gehuwden toegekend aan de oudste.

Wanneer de echtgenoot (echtgenote) een gelijkaardige vergoeding geniet krachtens een ander vergoedingsstelsel dan dit waarvan sprake in onderhavig besluit, wordt de vergoeding tegen het bedrag vastgesteld voor de gehuwden slechts toegekend voor zover deze hierop geen aanspraak kan maken krachtens het vergoedingsstelsel waaraan hij (zij) onderworpen is.

**Art. 4.** De vergoeding wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald.

Zij is evenredig met de gepresteerde arbeidsduur (*pro rata temporis*).

Zij wordt toegekend voor de periode waarvoor het personeelslid recht heeft op een bezoldiging ten laste van de Centrale Dienst.

**Art. 5.** De gehuwde personeelsleden wier gezin niet bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland is gevestigd en de ongehuwde personeelsleden hebben niet langer recht op de vergoeding gedurende de verpleging in een hospitaal in België en tijdens de duur van de verloven wegens gezondheidsredenen doorgebracht buiten bovenvermelde strijdkrachten.

**Art. 6.** Bij opdrachten buiten de sector van de Belgische Strijdkrachten in Duitsland en buiten het Belgisch grondgebied vervalt het recht op de dagvergoeding volledig, behalve voor de personeelsleden die met hun gezin in de Bondsrepubliek Duitsland gehuisvest zijn. In voorkomend geval behouden deze personeelsleden het recht op 60 pct. van de vergoeding.

**Art. 7.** Elk personeelslid dat, om het even welke reden, een wedde ontvangt die lager is dan de activiteitswedde, ziet zijn dagvergoeding in evenredige mate verminderd.

#### Afdeling 2. — Vergoeding voor schoolkosten

**Art. 8.** Op voorlegging van de vereiste bewijsstukken aan de administratie wordt aan het gehuwd personeelslid wiens gezin in de Bondsrepubliek Duitsland is gevestigd, een vergoeding voor schoolkosten toegekend ten bate van het kind te zijnen laste aan wie secundair of buitengewoon onderwijs wordt verstrekt en waarvoor hij internaatkosten draagt, of huisvestings- en voedingskosten wanneer de school geen internaat heeft of bieden kan.

**Art. 9.** De personeelsleden die ongehuwd, weduwnaar of weduwe, uit de echt gescheiden of van tafel en bed gescheiden zijn en kinderen ten laste hebben, genieten de vergoeding voor schoolkosten, zonder dat er aan de voorwaarde van huisvesting der kinderen in de Bondsrepubliek Duitsland voldaan is.

**Art. 10.** Het jaarbedrag van de vergoeding voor schoolkosten is vastgesteld in tabel 2 van de bijlage bij dit besluit.

Vanaf het schooljaar 1985-1986, dient de Minister van Landsverdediging voor elk schooljaar de jaarlijkse forfaitaire bedragen der vergoeding voor schoolkosten te bepalen.

**Art. 11.** De vergoeding wordt maandelijks-uitbetaald van september tot juni en na vervallen termijn.

Het maandbedrag is gelijk aan één tiende van het jaarbedrag.

#### Afdeling 3. — Huisvestingsvergoeding

**Art. 12.** Op voorlegging van de door de Administratie vereiste bewijsstukken wordt een huisvestingsvergoeding toegekend aan de personeelsleden die niet kunnen genieten een kosteloze huisvesting door de Centrale Dienst ter beschikking gesteld en die voor hun rekening een in de Bondsrepubliek Duitsland gelegen woning huren.

**Art. 13.** De maandelijks bedragen van deze vergoeding zijn vastgesteld in tabel 3 van de bijlage bij dit besluit.

Zij is evenredig met de gepresteerde arbeidsduur (*pro rata temporis*).

De personeelsleden die hun ambt aanvaarden in de loop van een maand ontvangen de huisvestingsvergoeding slechts vanaf de eerste dag van de volgende maand.

**Art. 14.** De huisvestingsvergoeding wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald. Zij mag nooit meer bedragen dan het betaalde huurgeld (de bijkomende onkosten niet inbegrepen).

De huisvestingsvergoeding kan slechts eenmaal per woning toegekend worden.

*Section 4. — Transport de mobilier  
et de bagages personnels*

**Art. 15.** Les agents ont droit au transport gratuit de leur mobilier et de leurs bagages par véhicules que l'Office central met à leur disposition à l'occasion de :

- leur première installation dans un logement dans le secteur des Forces belges en République Fédérale d'Allemagne;
- toute mutation de service lorsque celle-ci leur est imposée;
- tout déménagement prescrit par le Service Logement-Familles auprès des Forces belges en Allemagne;
- tout déménagement à leur propre demande mais uniquement lorsqu'il s'agit d'une amélioration de logement motivée par des raisons médicales ou sociales;
- la remise ou reprise de meubles dans les dépôts du Service Logement-Familles auprès des Forces belges en Allemagne;
- leur retour définitif en Belgique.

**CHAPITRE III. — Dispositions finales**

**Art. 16. § 1.** Tout changement de grade entraînant l'octroi d'un nouveau taux d'indemnité journalière produit ses effets à partir du jour où le changement s'est produit.

§ 2. Le membre du personnel qui est désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure, reçoit les indemnités fixées dans cet arrêté et correspondant à cette fonction.

§ 3. Tout changement d'état civil entraînant l'octroi d'un nouveau taux d'indemnité produit ses effets à partir du jour où le changement s'est produit.

**Art. 17.** L'application du présent arrêté ne peut avoir pour effet que les membres du personnel soient tenus d'effectuer des remboursements.

**Art. 18.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1979.

Donné à Bruxelles, le 3 septembre 1985.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Défense nationale,  
**F. VREVEN**

*Afdeling 4. — Vervoer van huisraad en persoonlijke bagage*

**Art. 15.** De personeelsleden hebben recht op kosteloos huisraad- en bagagevervoer met voertuigen ter beschikking gesteld door de Centrale Dienst ter gelegenheid van :

- hun eerste installatie in een woning gelegen in de sector van de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland;
- iedere opgelegde dienstmutatie;
- iedere verhuizing voorgeschreven door de Dienst Huisvesting Families bij de Belgische Strijdkrachten in Duitsland;
- iedere verhuizing op eigen verzoek, enkel wanneer het een woonstverbetering betreft gemotiveerd door medische of sociale redenen;
- het afhalen of afvoeren van meubelen in of naar een stapelhuis van de Dienst Huisvesting Families bij de Belgische Strijdkrachten in Duitsland;
- hun definitieve terugkeer naar België.

**HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen**

**Art. 16. § 1.** Iedere verandering van graad die de toekenning van een dagvergoeding van een ander bedrag tot gevolg heeft, heeft uitwerking op de dag waarop die verandering zich heeft voorgedaan.

§ 2. Het personeelslid dat wordt aangesteld voor het uitoefenen van een hoger ambt, ontvangt de in dit besluit bepaalde vergoedingen overeenstemmend met dit ambt.

§ 3. Elke verandering in de burgerlijke staat die de toekenning van een vergoeding van een ander bedrag tot gevolg heeft, heeft uitwerking op de dag waarop die verandering zich heeft voorgedaan.

**Art. 17.** De toepassing van dit besluit mag geen aanleiding geven tot terugvorderingen op de betrokken personeelsleden.

**Art. 18.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1979.

Gegeven te Brussel, 3 september 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Landsverdediging,  
**F. VREVEN**

Annexe-Tableau 1 Bijlage-Tabel 1

**INDEMNITE JOURNALIERE  
DAGVERGOEDING**

| Catégories de bénéficiaires           | Indemnité journalière montants en DM<br>Dagvergoeding bedragen in DM |                            | Categorieën van begunstigen           |
|---------------------------------------|--|----------------------------|---------------------------------------|
|                                       | Marjés<br>Gehuwden   | Célibataires<br>Ongehuwden |                                       |
| Fonctionnaires des rangs 14 et 13     | 14   | 7                          | Ambtenaren van de rangen 14 en 13     |
| Fonctionnaires des rangs 12, 11 et 10 | 12   | 6                          | Ambtenaren van de rangen 12, 11 en 10 |
| Fonctionnaires des niveaux 2 et 3     | 9  | 4,5                        | Ambtenaren van de niveau's 2 en 3     |
| Fonctionnaires du niveau 4            | 7,5  | 3,8                        | Ambtenaren van niveau 4               |

## Annexe — Tableau 2

## Indemnité pour frais de scolarité

Pour toutes les fonctions, le taux annuel forfaitaire pour l'indemnité pour frais de scolarité est fixé à :

19 500 francs pour l'année scolaire 1979/1980;  
19 500 francs pour l'année scolaire 1980/1981;  
22 500 francs pour l'année scolaire 1981/1982;  
22 500 francs pour l'année scolaire 1982/1983;  
22 500 francs pour l'année scolaire 1983/1984;  
23 500 francs pour l'année scolaire 1984/1985;

## Annexe — Tableau 3

| Indemnité de logement<br>Pour toutes les fonctions<br><br>CATEGORIE | Indemnité mensuelle en F.B.<br>Maandelijkse vergoeding in BF | Huisvestingsvergoeding<br>Voor alle functies<br><br>KATEGORIE |
|---|--|---|
| I. Chef de famille qui réside avec sa famille en R.F.A.             | 4 000  | I. Gezinshoofd dat met zijn familie in de B.R.D. verblijft    |
| II. Chef de famille dont la famille est installée en Belgique       | 3 000  | II. Gezinshoofd waarvan de familie in België gevestigd is     |
| III. Célibataire et assimilé habitant seul                          | 3 000  | III. Alleenwonende ongehuwde en gelijk-gesteelde              |

## Bijlage — Tabel 2

## Vergoeding voor schoolkosten

Voor alle functies is het forfaitair jaarbedrag van de vergoeding voor schoolkosten vastgesteld op :

19 500 franken voor het schooljaar 1979/1980;  
19 500 franken voor het schooljaar 1980/1981;  
22 500 franken voor het schooljaar 1981/1982;  
22 500 franken voor het schooljaar 1982/1983;  
22 500 franken voor het schooljaar 1983/1984;  
23 500 franken voor het schooljaar 1984/1985;

## Bijlage — Tabel 3

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 septembre 1985.

## BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Défense nationale,  
F. VREVEN

F. 85 — 1781

3 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel statutaire de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1978 fixant le statut du personnel de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 september 1985.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Landsverdediging,  
F. VREVEN

N. 85 — 1781

3 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het statutair personeel van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, zoals zij gewijzigd werd door het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 oktober 1978 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap;